



Michel Simon

« Il voulait élargir l'horizon du parti »

Membre de la direction nordiste du PCF de 1956 à 1993, Michel Simon siège également au comité central du PCF de 1964 à 1973, tout en poursuivant ses activités de professeur et de directeur de recherche en sociologie à l'université de Lille 1. Seul le décès de Gustave interrompra une collaboration politique devenue fraternelle.

Dans quelles circonstances avez-vous connu Gustave Ansart ?

● C'est en 1954 que j'ai rencontré pour la première fois Gustave et Liane, chez un couple de camarades. Gustave venait d'être élu au Comité central. Devenu secrétaire de la fédération, il a souhaité revoir quelques mois plus tard le jeune agrégé de philosophie que j'étais.

Cette démarche était-elle de pure forme ?

● Non. Elle s'inscrivait dans une conception souvent éphémère par Maurice Thorez, à laquelle Gustave a apporté sa touche très personnelle. Le Parti, dans le Nord, était, au début des années 1950, très marqué par le repli sur soi, l'ouvriérisme et le sectarisme. Quand Gustave devient secrétaire fédéral, le changement est net. Métallo, syndicaliste, il veut « orienter tout le Parti vers la grande lutte syndicale, la grande lutte dans les entreprises, la défense des intérêts des travailleurs », comme il le déclarait en 1969 sur Fréquence Nord. Mais également « élargir son horizon, aller beaucoup plus loin dans le domaine de la culture ». C'est à l'intérieur de ce projet que s'inscrit son attention aux intellectuels, à leurs travaux et à leur action dans leur milieu professionnel.

Qu'est-ce qui vous a le plus frappé dans son style d'intervention politique ?

● D'abord, la priorité donnée par lui à l'action pour la défense des gens, à partir des urgences qu'il expriment eux-mêmes. Et sa

volonté, sur cette base, de rendre pour ainsi dire palpable au plus grand nombre la nécessité de profondes transformations sociales et politiques. D'où son souci extrême de la théorie, de la formation et du débat d'idées. Je me souviens de la façon dont il intervenait à la fin des comités fédéraux. C'était toujours en élevant le débat, sans décoller de l'actualité mais en en profitant pour la recadrer. Il n'avait dit un jour : « Pour moi, une réunion publique, un congrès, un meeting, etc., ont leur objectif propre. Mais c'est aussi, sinon d'abord une école ».

Et quel homme était-il, en tant que dirigeant politique ?

● Il refusait toute forme de brutalité dans les rapports humains, y compris dans le Parti. A propos de la « promotion des militants », il me confiait souvent : « Il y a des camarades qui sont très bons, mais leur problème c'est leur attitude vis-à-vis des hommes ». C'était un homme de terrain, proche des gens, et un remarquable orateur. « L'honneur de monseigneur par excellence... »

Selon vous, est-il parti avec des regrets ?

● Nous étions tous bouleversés par sa maladie. A ses obsèques, la foule qui se pressait des deux côtés, tout le long du parcours, avait stupéfié les camarades parisiens qui étaient là.

C'était un camarade pour vous ? Un ami ?

● Ami est faible. C'était un frère.

A la tête du journal « Liberté » Pour que vive le journal des travailleurs

« Gustave était bien connu comme dirigeant national du PCF, peut-être moins comme directeur de « Liberté », avance Yves Boucher (1), pourtant il y consacrait beaucoup de temps. Héritage direct des communistes résistants, Louis Lallemand en tête, le journal pressé à la Libération et gagne une audience régionale. Grâce aux souscriptions le Parti acquiert un siège à Tives. Il sera inauguré par Marcel Cachin (2), directeur de l'Humanité. L'arrivée du général de Gaulle en juin 1958, la promulgation de la Constitution de la V^e République en octobre et les élections législatives qui suivent sonnent le glas d'une représentation parlementaire communiste forte : sur les 147 députés élus en 1956, il n'en reste que 10 en novembre 1958. Le Nord n'a plus un représentant communiste à l'Assemblée. Sonné politiquement le PCF est aussi touché dans ses caisses : les salaires des ex-députés reverseaient au Parti finançant ses journaux. « Vous n'aurez plus un sou pour « Liberté », parce qu'il n'y a plus de sous. Alors vous devez tirer votre plan », explique en substance Maurice Thorez à Gustave Ansart en lui confiant la direction politique du quotidien du Nord-Pas-de-Calais. Avec son équipe, il s'est battu comme un chien pour que le journal vive et qu'on ne mise pas tout sur l'Humanité », rappelle Michel

Simon, « il y avait Jacques Estager (président en chef puis directeur de la rédaction), Albert Doboschère, plus tard Jean Colpin et une équipe de journalistes remarquables » qui s'appuyaient sur des centaines de correspondants dans les villes, les entreprises et les clubs sportifs. « Nous ne devions pas seulement être de simples journalistes, mais des militants », souligne Yves Boucher. A l'époque, quatre autres quotidiens occupent le terrain régional. D'où la tenue de rubriques économique et politique de qualité, l'apparition de la culture et surtout une rubrique vie sociale très étoffée. « Il tenait à ce que « Liberté » soit reconnu comme le journal des travailleurs. Leurs vies, leurs luttes, leurs espoirs devaient trouver leur expression dans le journal », rappelle Yves. « Gustave Ansart était très rigoureux, jusqu'à l'intransigeance, glisse René Gabrille, ce qui était décidé, il fallait le faire », quelles que soient les difficultés. Exigeant sur le contenu, le directeur était tout autant pour les ventes. Il suivait semaine après semaine le

travail des Comités de Diffusion de Liberté qui de l'avis du René Gabrille « ont permis au journal de survivre dix ans de plus ». « Même quand j'étais député, j'avais une tournée de 75 « Liberté » dans Billy-Berclau », sourit Rémy Anchedé. On renfile les caisses, parfois dans l'urgence quand les procès s'annoncent (« Liberté » prenant fait et cause pour l'indépendance de l'Algérie) à coup de fites et de souscriptions, la plus fatigante restant celle des 100 millions en 1977. Ainsi porté par les militants, le quotidien va tenir jusqu'en 1992.

1) Maurice Thorez, secrétaire général de la rédaction. Trouvant dans son sens le Tappe de l'indépendance de Liberté.

2) Marcel Cachin est élu député député de l'Assemblée nationale de 1956 jusqu'en 1958 et 1977.

Gustave Ansart et Jacques Estager (à droite), rédacteur en chef de « Liberté ». Les deux hommes co-éditent « De l'usine à l'Assemblée nationale » que les éditions du Coq Bleu viennent de rééditer.

